



Processus démocratiques

La présidentielle de 2004. Une lutte serrée des conventions au vote... et au delà

Richard NADEAU

Professeur titulaire de science politique et directeur de recherche (opinion publique et processus démocratiques) à la Chaire d'études politiques et économiques américaines, Université de Montréal

Pierre MARTIN

Professeur agrégé de science politique et directeur de la Chaire d'études politiques et économiques américaines, Université de Montréal

Cette note rassemble six textes publiés entre août et novembre 2004 dans *Le Devoir*. Les deux premiers montrent en quoi la réélection de George Bush était le résultat le plus probable. En août, alors que John Kerry avait devancé le président sortant dans les sondages pendant plusieurs semaines, les observateurs semblaient oublier les atouts dont disposait toujours ce dernier. Par contre, plusieurs tendances lourdes favorisaient le président sortant et la plupart des modèles rigoureux de prévision électorale avaient prédit une victoire de George Bush. Ces modèles sont analysés dans le deuxième article. Les deux suivants couvrent l'épisode des débats, où John Kerry est parvenu, à un moment crucial de la campagne, à rétrécir l'écart qui le séparait du président Bush.

Le cinquième article, publié quelques jours avant le jour du vote, soulignait que, malgré

The 2004 Presidential Election: A Tight Race From the Conventions to Voting Day... and Beyond

This note assembles six articles published between August and November 2004 in the Montréal newspaper Le Devoir. The first two show how George Bush's re-election was, from the outset, the most likely outcome. The following two address the televised debates and show how John Kerry managed to revive his campaign in this crucial episode. The fifth article, published just before voting day, suggested that, in spite of a good showing by Kerry in the debates, voters remained reluctant to unseat an incumbent president in the midst of war. Finally, the sixth article turns the page and traces a portrait of a country poised for a prolonged period of polarized politics.

la remontée palpable de John Kerry à la faveur des débats télévisés, les électeurs pourraient s'avérer réticents à déloger un président en exercice alors que les États-Unis étaient engagés dans un conflit armé majeur en Irak.

Finalement, le sixième article, écrit quelques jours après l'élection, fait un premier bilan de la campagne et s'inscrit en faux contre ceux qui soutiennent que la poussée conservatrice qui a entraîné la réélection de George Bush est nécessairement annonciatrice d'une emprise irréversible des républicains sur la Maison-Blanche. Par contre la polarisation qui prévaut depuis l'élection de 2000 est une situation qui a peu de précédents dans l'histoire politique américaine et qui risque de se prolonger dans un avenir prévisible.

La Chaire d'études politiques et économiques américaines (CÉPÉA; www.cepea.umontreal.ca) est affiliée au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM; www.cerium.ca). La Chaire bénéficie de l'appui financier du ministère des Relations internationales du Québec (www.mri.gouv.qc.ca).

La série « Notes & Analyses » publie des notes de synthèse ou des analyses plus approfondies, en français ou en anglais, produites dans le cadre des activités de la CÉPÉA. Pour recevoir ces textes au moment de leur parution et des informations sur nos activités, inscrivez-vous à notre liste d'envoi en visitant cette page : www.cerium.ca/rubrique65.html.

La responsabilité éditoriale de la série est partagée par l'équipe de direction de la CÉPÉA : Pierre Martin (directeur), Michel Fortmann, Richard Nadeau et François Vaillancourt (directeurs de recherche). Le contenu des textes de cette série n'engage que leurs auteurs. © CÉPÉA 2004.

Le Devoir (26 août 2004), p. A7.

Coude à coude avec Kerry. Pourquoi Bush peut encore gagner

Richard Nadeau et Pierre Martin

A quelques jours de la convention républicaine de New York qui sonnera le ralliement des troupes de George Bush, une chose est claire : si les électeurs québécois ou canadiens pouvaient choisir le prochain président américain, le démocrate John Kerry serait assuré d'une victoire écrasante. À l'extérieur des États-Unis, l'opposition au président républicain sortant est si forte que plusieurs ont sans doute du mal à concevoir qu'il puisse avoir de véritables chances de remporter la victoire.

Il y a certes des signes qui annoncent une relève de la garde à Washington. Depuis le printemps, Kerry et Bush s'échangent la majorité du vote populaire, mais les sondages État par État donnent au candidat démocrate une avance au collège électoral qui lui assurerait la victoire le 2 novembre. Cependant, il est encore trop tôt pour conclure que la partie est

jouée. George Bush peut encore gagner, et il importe de comprendre pourquoi.

Les tendances lourdes

Depuis un demi-siècle, les candidats républicains ont remporté huit élections présidentielles sur treize (six sur neuf depuis 1968). Pendant la même période, les Américains ont le plus souvent élu des majorités démocrates au Congrès.

Comment expliquer cet apparent paradoxe ? On a parlé de la qualité des candidats républicains, du biais conservateur de l'électorat, de la crédibilité des républicains en politique étrangère, du souci d'équilibre de certains électeurs qui appuient les démocrates au Congrès pour s'occuper des enjeux intérieurs et soutiennent les républicains pour faire prévaloir les intérêts américains sur la scène internationale. Ces explications ne suffisent pas.

Depuis l'époque du New Deal, les Américains s'identifient davantage au Parti démocrate. L'écart, jadis important, est plutôt marginal aujourd'hui : environ 33 % des électeurs s'identifient aux démocrates, un peu de moins de 30 % aux républicains, alors que les autres se disent « indépendants ». Cette orientation démocrate est compensée par une inclination conservatrice. Environ deux Américains sur cinq se disent conservateurs, un nombre comparable se dit « modéré ». Moins d'un cinquième de l'électorat s'affiche « libéral ».

Ces deux dimensions se renforcent mutuellement. Une écrasante proportion des républicains conservateurs et des démocrates libéraux se rangent derrière le candidat de leur parti. L'appui à Bush domine chez les républicains modérés et les indépendants conservateurs, et Kerry peut compter sur une solide majorité des démocrates modérés et des indépendants libéraux. Le champ de bataille électoral, plutôt circonscrit, est donc surtout formé d'électeurs indépendants et modérés, les plus susceptibles d'être influencés par la personnalité des candidats et le déroulement de la campagne.

Un électorat polarisé

L'électorat américain est de plus en plus polarisé. Avant les réformes raciales des années 60, le Parti démocrate réunissait une aile libérale concentrée dans le Nord-Est et une aile conservatrice concentrée dans le Sud et hostile à l'émancipation des Noirs. Depuis, les Blancs du Sud ont enterré leur hostilité envers le parti de Lincoln et la région est devenue un bastion républicain. Le ralliement des conservateurs sudistes au Parti républicain et le mouvement inverse des libéraux vers le Parti démocrate ont cimenté le lien entre les orientations idéologiques et partisanes des Américains.

D'autres clivages sont à noter. Les Noirs appuient Kerry à plus de 85 % et les hispanophones à 60 % (sauf la diaspora cubaine de Floride, solidement républicaine). George Bush mène dans l'électorat blanc, où l'écart entre les préférences des plus nantis (davantage républicains) et des moins favorisés (domination démocrate) s'est accru depuis deux décennies.

Le patriotisme et la religion alimentent la polarisation. Le sentiment patriotique, assez homogène jusqu'aux années 80, est maintenant beaucoup plus marqué chez les républicains. Pour ces patriotes « fondamentalistes », le prosélytisme de la politique étrangère néoconservatrice de George Bush a l'heur de plaire et l'attitude plus prudente des démocrates en politique étrangère est perçue comme molle ou, à l'extrême, comme antipatriotique.

La montée de la ferveur religieuse contribue à polariser l'électorat. Les protestants fondamentalistes forment le noyau dur du camp républicain et les catholiques pratiquants, autrefois fidèles au Parti démocrate, manifestent une sympathie croissante pour le parti de George Bush. Sur ce plan, le fait que John Kerry représente le Massachusetts, bastion des valeurs sociales libérales, constitue pour lui un handicap dans l'Amérique « profonde », où les valeurs conservatrices incarnées par Bush sont davantage la norme que l'exception.

Comment convaincre les indécis ?

La polarisation a eu pour effet de réduire le nombre d'électeurs susceptibles d'être influencés par la campagne électorale—le *swing vote*—à moins de 20 %, contre un peu plus de 30 % lors des scrutins précédents. Rien ne laisse croire que ces électeurs ne soient acquis à l'un ou à l'autre des candidats.

La chasse aux indécis requiert du doigté. Moins intéressés à la politique, ceux-ci sont difficiles à rejoindre et sont souvent tiraillés entre des inclinations opposées. La personnalité des candidats et leur aptitude à s'occuper des enjeux de l'heure pourraient faire la différence pour ces *late deciders*. Or les sondages montrent que la balance ne penche ni pour l'un ni pour l'autre des candidats. Si George Bush est perçu comme plus fiable et constant, on attribue à John Kerry plus de compassion. Aucun ne dispose d'un avantage décisif au chapitre de l'honnêteté ou de la compétence.

Trois enjeux dominent les préoccupations : l'économie, où John Kerry est perçu comme plus compétent ; la lutte contre le terrorisme, où George Bush a la cote ; et la guerre en Irak, où ni l'un ni l'autre ne s'impose clairement comme l'homme de la situation.

Il est clair que les républicains continueront d'alimenter le doute sur la fermeté de Kerry face au terrorisme et braqueront leurs projecteurs sur les indicateurs économiques qui prennent du mieux. La reprise actuelle est timide et entraîne peu de gains d'emplois, mais le ralentissement économique a été plus coûteux pour les démunis—acquis aux démocrates—que pour les électeurs convoités par George Bush.

La marge de manoeuvre est mince. John Kerry doit prouver qu'il est capable de faire preuve de fermeté et de constance en politique étrangère et montrer qu'il mènerait à bien l'intervention en Irak (qu'il a appuyée) sans perdre l'appui de ceux qui s'y opposent. Sur le tableau de l'économie, il doit attirer l'attention sur les faiblesses de l'administration Bush

tout en convaincant les électeurs que son programme permettra une reprise sans douleur.

La donne est donc assez claire. Si le président actuel parvient à mettre le terrorisme et les enjeux internationaux à l'avant-plan, à éviter l'escalade en Irak et à opposer la faiblesse perçue de son adversaire à sa propre fermeté (comme son père l'avait fait en 1988 face à Michael Dukakis), ses chances de l'emporter sont bonnes. Si, au contraire, le débat porte sur les questions intérieures et que la situation en Irak s'envenime soudainement, John Kerry pourrait bien arracher la victoire.

Des embûches pour Kerry

Des obstacles se dressent toutefois sur la route de Kerry. Dans l'immédiat, la convention républicaine devrait permettre à George Bush de regagner les quelques points perdus lors de la convention démocrate.

Plus fondamentalement, la difficulté pour l'aspirant démocrate tient à son statut de challenger face à un président en exercice car il est plus facile de semer le doute à propos d'un candidat peu connu. La campagne actuellement menée pour ternir le passé militaire de John Kerry paraît l'avoir déstabilisé alors que George Bush, à l'opposé, semble immunisé contre les attaques personnelles. Le virulent documentaire de Michael Moore, *Farhenheit 9/11*, qui a attiré des millions de spectateurs, paraît avoir amené bien peu d'électeurs à retirer leur appui au président sortant.

Les débats télévisés représentent un autre risque pour John Kerry. Sur le plan du contenu, il s'en trouve peu pour donner l'avantage à George Bush, mais les démocrates ont tout à perdre à sous-estimer ses talents de débater. Il n'est pas exclu qu'on assiste à une reprise des débats de l'automne 2000, alors que George Bush avait déstabilisé un vice-président sortant qui maîtrisait mieux les dossiers que lui.

Finalement, les démocrates devront aussi composer, comme en 2000, avec la présence

Pour en savoir plus sur...

Dossiers généraux sur l'élection :

La Documentation Française, Dossier Élection 2004: www.ladocfrancaise.gouv.fr/dossier_actualite/election_presidentielle_americaaine_2004

Grands journaux (gratuit; inscription obligatoire): www.nytimes.com/pages/politics/campaign ; www.washingtonpost.com/wp-dyn/politics/elections/2004

La campagne au jour le jour, *Le Nouvel Observateur*. <http://permanent.nouvelobs.com/etranger/20040824.OBS5395.html>

L'évolution de l'opinion publique aux États-Unis : www.PollingReport.com (sondages d'ensemble); www.electoral-vote.com (sondages dans les états)

Pew Research Center for the People and the Press, « Evenly Divided and Increasingly Polarized », (nov. 2003): <http://peoplepress.org/reports/display.php3?ReportID=196>

L'évolution du Sud : Richard Nadeau et Harold Stanley, « Class Polarization in Partisanship among Native Southern Whites, 1952-90 », *American Journal of Political Science* (août 1993), 900-19. <http://cepea.cerium.ca/article174.html>

Richard Nadeau et al., « Class, Party, and South/Non-South Differences : An Update », *American Politics Research* 32, janvier 2004, p. 52-67. <http://cepea.cerium.ca/article107.html>

Les enjeux : Public Agenda, « First Choice 2004 », www.publicagenda.org/firstchoice2004

L'opinion des Canadiens sur l'élection américaine : Sondage Léger Marketing, 2 octobre 2004, <http://cepea.cerium.ca/article144.html>

L'opinion des citoyens de 35 pays : Program on International Policy Attitudes (www.pipa.org), « 35 Nation GlobeScan Poll on US Presidential Election ».

du candidat de « gauche » Ralph Nader, dont les partisans sont suffisamment nombreux (de 1 à 3 %) pour permettre à Bush de coiffer Kerry au fil d'arrivée dans un certain nombre d'États clés.

Rien n'est donc joué, et George Bush n'est pas encore battu, bien au contraire. Quoi qu'il advienne, il est vraisemblable de penser, compte tenu de la polarisation de l'électorat américain et de l'équilibre des forces en présence, que l'actuelle campagne débouchera sur un résultat serré à l'image d'un pays divisé.

Le Devoir (17 septembre 2004), p. A9.

Qui va gagner ? À un mois et demi de l'élection présidentielle, les modèles de prévision donnent la faveur à Bush

*Pierre Martin, Richard Nadeau
et Jean-François Godbout*

Les politologues sont assez loquaces pour commenter les événements après coup mais ils le sont moins lorsqu'il s'agit de se prononcer sur l'avenir. Malgré tout, depuis une vingtaine d'années, un groupe de prévisionnistes se réunit tous les quatre ans, fin août, au congrès de l'American Political Science Association pour rendre publiques leurs prévisions en vue de la présidentielle de novembre. À Chicago, cette année, la modestie était de mise car presque toutes les prévisions présentées en 2000 avaient donné la victoire au démocrate Al Gore.

Qu'en est-il cette fois-ci? Les huit modèles présentés par des chercheurs de dix universités américaines donnent à George Bush une majorité du vote populaire, sauf un, qui prédit une égalité virtuelle entre les candidats. Comment ces modèles sont-ils construits? Peut-on se fier aux résultats qu'ils annoncent? La partie est-elle d'ores et déjà jouée?

Science ou boule de cristal ?

Tout observateur politique attentif peut faire des prédictions sur les élections. On consulte les sondages; on évalue la performance économique du gouvernement; on observe les signes plus subjectifs qui donnent le ton à une campagne; on compare avec des épisodes passés; finalement, on se prononce sur l'éventuel gagnant. En général, ceci n'a rien de scientifique.

Depuis la convention républicaine, les sondages indiquent que George Bush semble voguer vers la victoire. Les sondages aident à prédire les résultats mais révèlent aussi la mobilité de l'opinion. Peu de sondeurs

s'aventurent donc à publier des prédictions définitives deux mois avant l'élection. Comment les prévisionnistes s'y prennent-ils?

Généralement, s'il n'y a pas de crise majeure, si l'économie va bien et si le président a la confiance des électeurs en début de campagne, on s'attend à ce que le parti sortant soit reporté au pouvoir. Ceci n'est pas unique aux États-Unis, et des études dans plusieurs pays ont démontré le lien sans équivoque entre la performance économique et l'appui au président ou au gouvernement. Toutefois, les signaux sont rarement aussi nets qu'ils l'étaient, par exemple, lors de la réélection de Ronald Reagan, en 1984.

La méthode de prévision est classique. La variable cible est la proportion du vote pour le candidat du parti sortant par rapport au vote des deux grands partis. L'échantillon retenu est l'ensemble des élections présidentielles pour lesquelles des mesures sont disponibles sur tous les facteurs retenus dans l'analyse. On détermine les variables pertinentes observables quelques mois avant chaque élection. L'analyse consiste à estimer les coefficients qui, une fois combinés aux variables observées, permettront la prédiction la plus proche des résultats connus. Il s'agit ensuite de multiplier chaque mesure effectuée durant l'année courante par son coefficient pour obtenir une estimation du résultat électoral.

La clé réside dans le choix des bonnes variables. Les facteurs les plus prisés par les prévisionnistes sont des mesures de performance économique, les sondages sur la popularité du président publiés au cours de l'été, l'avantage conféré au candidat sortant et un facteur d'usure qui rend improbable une succession de plus de deux mandats pour un même parti.

Pourquoi Bush s'en tire-t-il si bien ?

En moyenne, les prévisionnistes accordent un peu plus de 54 % des voix à George Bush (les résultats variant de 51,7 à 57,6 % pour les sept modèles analysés à Chicago et qui donnaient gagnant le président sortant). Ce chiffre

Tableau des prédictions électorales selon huit modèles				
Auteurs (cliquez sur les noms pour accéder aux sources pertinentes : table des matières)	Vote prédit pour le président sortant sur le total des deux partis majeurs (%)	Indicateurs	Date de la prédiction	Probabilité que Bush obtienne plus de 50% du vote populaire
Michael Lewis-Beck <i>University of Iowa</i> Charles Tien <i>Hunter College</i>	49,9	<ul style="list-style-type: none"> • Approbation du président (juillet) • Croissance du PNB • Président sortant • Croissance de l'emploi 	27 août	50%
Christopher Wlezien <i>Oxford University</i> Robert Erikson <i>Columbia University</i>	51,7	<ul style="list-style-type: none"> • Approbation du président (août) • Indicateur de croissance économique • Croissance du niveau des salaires 	27 août	75%
Alan Abramowitz <i>Emory University</i>	53,7	<ul style="list-style-type: none"> • Approbation du président (juin) • Croissance du PIB • Facteur d'usure du gouvernement 	31 juillet	--
James Campbell <i>SUNY, Buffalo</i>	53,8	<ul style="list-style-type: none"> • Sondage Gallup suivant la convention républicaine • Croissance du PIB au 2^e trimestre 	6 septembre	--
Thomas Holbrook <i>University of Wisconsin</i>	54,5	<ul style="list-style-type: none"> • Approbation du président (été) • Facteur d'usure du gouvernement • Perception des électeurs sur leur situation financière personnelle 	30 août	92%
Helmuth Norpoth <i>SUNY, Stony Brook</i>	54,7	<ul style="list-style-type: none"> • Vote aux deux élections présidentielles précédentes • Mesure de l'appui aux partis • Appui au président lors des primaires 	29 janvier	95%
Ray Fair <i>Yale University</i>	57,4	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance du PIB • Inflation • Croissance forte (nombre de trimestres où la croissance a dépassé 3.2%) 	31 juillet	--
Brad Lockerbie <i>University of Georgia</i>	57,6	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation prospective de la situation financière personnelle des électeurs • Facteur d'usure du gouvernement 	21 mai	92%
Prédiction moyenne	54,2			

peut surprendre si on tient compte de l'opposition viscérale qu'il inspire à une large partie de l'électorat et la piètre performance économique de son administration. Toutefois, même si le taux d'approbation de George Bush est à la baisse depuis les sommets atteints au lendemain du 11 septembre 2001, une majorité d'Américains lui font encore confiance pour l'enjeu central qu'est la lutte contre le terrorisme.

Sur le plan économique, la plupart des études s'entendent pour dire que les électeurs ont la mémoire courte. Par conséquent, la croissance modérée que connaissent les États-Unis en 2004 après trois années de vaches maigres

devrait, selon les modèles, suffire à satisfaire suffisamment d'électeurs pour faire la différence. Aux yeux des électeurs, il semble peu importer que cette croissance ait été acquise au prix d'un déficit vertigineux ou qu'un président réputé conservateur ait dû augmenter de façon considérable les dépenses publiques (y compris, bien sûr, les dépenses militaires) pour parvenir à réinsuffler un peu de vie à une économie moribonde.

Il est intéressant de noter que le seul modèle qui vienne tempérer le vent d'optimisme des républicains—celui des chercheurs Michael Lewis-Beck et Charles Tien, qui donne 49,9 % des voix à M. Bush—est celui qui tient compte de la croissance de l'emploi, certes le talon

d'Achille de la performance de l'équipe Bush. John Kerry en est parfaitement conscient, et c'est un thème majeur de ses récents efforts pour reconquérir la position de tête.

Toutefois, ceux qui ont perdu leur emploi—tout nombreux qu'ils soient—demeurent une minorité alors que les réductions d'impôt ont profité à un bien plus grand nombre de gens. Dans un contexte d'optimisme sur les chances de reprise de l'économie américaine, les critiques du candidat Kerry sur la performance économique de Bush sont loin d'avoir l'efficacité souhaitée.

Le sort en est-il jeté ?

Si on peut en prédire l'issue des mois à l'avance, ceci signifie-t-il que les campagnes électorales sont inutiles? Certes non. Si l'histoire démontre une chose, c'est que les deux grands partis ont toujours fait et feront toujours le maximum d'effort pour l'emporter. Les deux candidats et leur équipe lutteront avec l'énergie du désespoir jusqu'au 2 novembre. Pour les prévisionnistes, toutefois, ces efforts ont tendance à s'annuler et, toutes choses étant égales par ailleurs, la performance objective récente de l'économie et les perceptions durables sur la qualité des candidats en lice finiront par être révélées par les mois d'intense campagne.

Ceci étant, l'avance projetée du président Bush n'est pas énorme et est loin d'être blindée. Malgré le soin que les républicains mettront à protéger cette avance, nul n'est à l'abri de la proverbiale pelure de banane ou de l'événement incontrôlable qui pourrait renverser la vapeur. Il n'est pas dit non plus que le collège électoral, qui avait joué des tours aux démocrates en 2000, ne se retournera pas cette fois-ci contre le parti au pouvoir.

Finalement, même si l'économie devrait être une carte maîtresse pour Kerry, Bush pourra miser sur un début de reprise pour esquiver les attaques. Mais les marchés sont imprévisibles, et la perspective d'une hausse prochaine des taux d'intérêt et la possibilité d'une

Pour en savoir plus sur la prévision électorale

Larry M. Bartels et John Zaller, « Presidential Vote Models: A Recount », *PS : Political Science and Politics* 34 (Mars 2001), 9-20.

www.apsanet.org/PS/march01/bartels.cfm

James E. Campbell, dir. « Forecasting the 2004 presidential Election (Symposium) », *PS : Political Science and Politics*, Octobre 2004.

www.apsanet.org/ps/oct04/toc.cfm

Ray C. Fair, *Predicting Presidential Elections and Other Things* (Stanford University Press, 2002).

<http://fairmodel.econ.yale.edu/vote2004/index2.htm>

Michael Lewis-Beck et Christelle Fauvelle-Aymar, « Pourquoi Kerry peut gagner », *Libération*, 5 octobre 2004. www.liberation.fr/page.php?Article=243502

Michael Lewis-Beck, Richard Nadeau et Éric Bélanger, « General Election Forecasts in the United Kingdom: A Political Economy Model », *Electoral Studies* 23 (juin 2004): 279-90 ([accès Web limité](#))

Michael Lewis-Beck et Charles Tien, « Forecasting the US 2004 Presidential Election » (page Web) <http://urban.hunter.cuny.edu/~ctien/forecast.htm>

Pierre Martin et Richard Nadeau, « La partie est-elle jouée d'avance ? Les prévisionnistes et certaines tendances lourdes annoncent une victoire de Bush », *Options politiques*, Octobre 2004, p. 29-33.

<http://cepea.cerium.ca/article139.html>

Richard Nadeau et Michael Lewis-Beck, « National Economic Voting in U.S. Presidential Elections », *Journal of Politics* 63 (2004): 159-81.

<http://cepea.cerium.ca/article37.html>

International Journal of Forecasting, Numéro spécial, avril 1999, « Political Forecasting » ([accès Web limité](#))

succession de nouvelles décevantes pourraient relancer les chances des démocrates.

Bref, les résultats des prévisionnistes suggèrent que John Kerry aura fort à faire dans les semaines qui viennent s'il veut battre George Bush. Le message est donc clair: les tendances lourdes favorisent le président sortant, qui a de bonnes chances de l'emporter si sa campagne est au moins aussi bonne que celle de son adversaire. L'élection de 2000 montre qu'il est encore possible pour Kerry de faire mentir les prédictions mais, pour cela, il devra dominer clairement dans le dernier droit de la campagne.

Le Devoir (30 septembre 2004), p. A7.

La course à la présidence des États-Unis s'accélère. Les débats de la dernière chance pour Kerry ?

Richard Nadeau et Pierre Martin

Le temps presse pour le candidat démocrate, qui a besoin d'une victoire nette afin de renverser la tendance favorable au président sortant

Ce soir, George W. Bush et John Kerry s'affrontent dans le premier de trois débats qui promettent d'être un moment fort de la campagne présidentielle. Les débats télévisés sont une invention américaine. Le premier—ou plutôt la première série de trois débats—a opposé John Kennedy à Richard Nixon en 1960. Les commentateurs de l'époque avaient attribué la victoire à Kennedy, mieux préparé et plus télégénique, et l'histoire a retenu que cet événement avait compté pour beaucoup dans sa courte victoire devant son adversaire républicain.

Qu'en sera-t-il cette fois-ci ? Les candidats Bush et Kerry s'affronteront, selon la formule consacrée, à trois reprises. Le débat de ce soir, en Floride, sera décisif dans la mesure où l'impression première est souvent la plus durable. De plus, le temps presse pour John Kerry, qui a besoin d'une victoire nette pour renverser la tendance favorable au président sortant.

Les débats influencent-ils les électeurs ?

L'impact important du débat télévisé lors des élections québécoises de 2003 a peut-être laissé chez nous l'impression que de telles confrontations exercent souvent une influence décisive sur le résultat du scrutin. La réalité est plus nuancée.

Le vaste auditoire des débats télévisés explique qu'ils exercent parfois une influence significative sur l'issue d'une élection. Mais le mot clé est « parfois ». Les débats ne produisent pas toujours les mêmes effets et leur impact est très variable. Quelques débats

ont eu un effet marquant, comme celui des élections fédérales canadiennes de 1984, où John Turner s'était effondré, mais plusieurs autres ont eu un impact négligeable.

Ceci n'a rien d'étonnant. Les indécis susceptibles d'être influencés par la performance des chefs sont peu nombreux et les débats opposent souvent des leaders à propos desquels bon nombre d'électeurs ont déjà une opinion arrêtée.

Par contre, si la confrontation débouche sur une victoire décisive, si un chef peu connu se révèle ou si un leader se montre nettement meilleur ou moins bon que les attentes des électeurs, il peut arriver qu'un débat change le cours d'une campagne. Est-il vraisemblable qu'un tel scénario se produise cette année ?

Le redoutable George W. Bush

Les spécialistes s'entendent pour dire que les débats télévisés ont un impact limité sur le comportement électoral des Américains. Cet effet, si faible soit-il, peut tout de même s'avérer important, voire décisif, lors d'une élection très serrée comme le furent celles de 1960, 1976 et 2000 - et comme le sera peut-être celle de 2004. Les derniers sondages et les modèles de prévision, qui accordent la victoire à George W. Bush, montrent l'ampleur de la tâche qui attend John Kerry. Il doit l'emporter de manière suffisamment décisive pour renverser les tendances lourdes qui favorisent son adversaire. Or celui-ci dispose de quelques atouts importants dans son jeu.

Le premier avantage de George W. Bush tient au fait que les attentes à son égard ne sont pas très élevées. Il lui est donc plus facile de surprendre agréablement. Reprenant une vieille tactique, le candidat républicain s'est d'ailleurs employé au cours des derniers jours à gonfler les attentes au sujet de son adversaire en le présentant comme un redoutable debater.

Cette fausse modestie de George W. Bush cache en fait d'indéniables qualités pour le débat politique qui lui ont permis de surprendre

des adversaires aussi redoutables qu'Ann Richards, la populaire gouverneure du Texas au verbe mordant, qu'il a pourtant battue. Al Gore, le vice-président de Bill Clinton, à qui plusieurs accordaient la victoire en 2000, a aussi écopé au moment des débats.

La première qualité de George W. Bush est sa discipline. Il est difficile de le déstabiliser ou de le faire dévier d'un plan de match préparé avec soin. Dans ses débats antérieurs, il a souvent su détourner les conversations qui tournaient à son désavantage en les ramenant à des thèmes qu'il maîtrisait bien et qui lui permettaient de recentrer l'attention sur les idées qu'il souhaitait communiquer.

Une deuxième qualité de Bush est son aptitude à jouer la carte du *common man*, proche des préoccupations des gens et capable de leur inspirer confiance. Le fait de jouer ce rôle de « gars ordinaire » lui permet d'ailleurs de se faire pardonner par plusieurs auditeurs une maîtrise imparfaite des détails de certains enjeux.

Les enjeux

En ce qui a trait aux enjeux, l'atout que le président sortant tentera d'exploiter lors des débats est la situation internationale. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les Américains placent la lutte contre le terrorisme en tête de leurs priorités. Aujourd'hui, malgré leur insatisfaction envers l'évolution récente de la guerre en Irak, ils font confiance à George W. Bush pour mener ce combat. Il n'est donc pas surprenant que les stratèges républicains aient tenu mordicus à ce que le premier débat porte sur la politique étrangère.

L'accent mis sur la sécurité sert bien le président sortant. Il lui permet de tabler sur la réputation des administrations républicaines en matière de politique extérieure. Il limite l'attention portée par les Américains aux questions intérieures, à propos desquelles leur jugement sur George W. Bush est plus sévère. Il permet de présenter John Kerry comme un leader faible et indécis, incapable d'afficher la

détermination nécessaire pour défendre les intérêts des États-Unis sur la scène internationale. Ce n'est donc pas par hasard que les plus récentes publicités du camp Bush s'acharnent à dépeindre Kerry comme un flip-flopper (une girouette).

John Kerry peut-il malgré tout renverser la situation en sa faveur? Sa marge de manoeuvre est mince, mais il ne faudrait pas le sous-estimer non plus. Le candidat démocrate est un orateur éloquent, moins connu que George W. Bush et donc plus en mesure de se révéler durant le débat. Il a également un assez bon tableau de chasse comme debater. En 1996, par exemple, alors que sa campagne pour renouveler son mandat de sénateur du Massachusetts battait de l'aile, les débats lui avaient permis de reprendre l'initiative de la campagne et de vaincre le populaire gouverneur William Weld.

John Kerry est perçu, à tort ou à raison, comme un leader hésitant, notamment sur les questions internationales. C'est là l'impression qu'il doit impérativement corriger. Mais sa tâche ne sera pas facile. Son niveau de discours plus relevé et les nuances de sa position sur l'Irak tranchent avec la simplicité de son adversaire et sont moins bien servis par une formule où un candidat doit être en mesure d'exposer brièvement et en termes clairs ses choix politiques.

Cela étant, l'enlèvement en Irak pourrait fournir à John Kerry les munitions qui lui manquent pour faire bonne figure, voire s'imposer, dans le premier débat. S'il parvient à convaincre les Américains qu'il est plus à même que son adversaire de clore rapidement l'intervention américaine sans affaiblir pour autant la position de son pays dans la lutte contre le terrorisme, il pourrait camper un rôle qui, par le passé, a bien servi les candidats Dwight Eisenhower et Richard Nixon au moment des guerres en Corée et au Vietnam.

Si, par contre, sa position évoque la faiblesse d'un Jimmy Carter dans la défense des intérêts américains, l'issue du premier débat

et fort probablement de l'élection sera scellée en faveur de George W. Bush.

Le « match nul » gagnant

Pour les deux adversaires, le calcul est clair. Le président sortant, en avance, peut se contenter d'un match nul dans sa série de trois confrontations avec son adversaire démocrate. Pour cela, il doit gagner le premier débat sur les questions internationales, quitte à céder du terrain lors des deux autres débats sur les enjeux intérieurs.

Le calcul de John Kerry est différent. Tirant de l'arrière, il doit remporter la victoire sur le président sortant. Pour ce faire, il doit limiter George W. Bush à un match nul sur son terrain de prédilection, les affaires étrangères, et ensuite, fort de cette victoire morale, l'emporter de façon marquée lors des deux débats suivants. Dans un cas comme dans l'autre, l'importance du premier débat sera capitale.

Le Devoir (8 octobre 2004), p. A9.

Vers la présidentielle américaine. Les débats redonnent vie à la campagne démocrate

Pierre Martin et Richard Nadeau

En politique, dit-on souvent, une journée, c'est très long, et une semaine, c'est une éternité. C'est sans doute ce que pense aujourd'hui George W. Bush alors qu'il se prépare à affronter John Kerry pour une deuxième fois sur trois. Le candidat démocrate jouait gros lors du premier débat. Comme nous l'écrivions la semaine dernière dans *Le Devoir*, son défi était de se révéler à un électorat qui le connaissait peu tout en ne permettant pas à son adversaire de surpasser des attentes qu'il s'était lui-même efforcé de réduire au maximum.

Le défi était de taille car le débat portait sur ce qui était reconnu comme le point fort de George W. Bush, soit la politique étrangère. De l'avis général, Kerry est sorti gagnant du

premier débat et, même s'il n'a pas pu mettre son vis-à-vis hors de combat, cette victoire lui a rapporté des dividendes appréciables dans les sondages publiés ces derniers jours. La course est donc redevenue serrée et les candidats s'échangent l'avance d'un sondage à l'autre.

La surprise Kerry

Le facteur négligé par plusieurs commentateurs est le fait que les débats sont une occasion pour les challengers peu connus de se faire connaître. Ceux qui connaissaient mal John Kerry ont eu l'occasion de voir un homme ferme et cohérent qui tranchait nettement avec l'image quasi caricaturale d'indécision et de faiblesse que les républicains lui avaient accolée.

Un autre élément marquant a été l'inconfort, voire l'agacement apparent de George Bush, plutôt habitué ces dernières années à des sorties publiques soigneusement planifiées devant des auditoires sympathiques à sa cause, devant la vigueur des attaques de son adversaire.

Kerry et son colistier John Edwards ont martelé avec un certain succès deux idées qui sont devenues le leitmotiv de leur campagne : l'équipe démocrate a un plan pour ramener les États-Unis sur le chemin de la paix et de la prospérité ; les Américains doivent se méfier de la persistance dont se réclame l'équipe Bush-Cheney puisqu'il n'y a pas de grand mérite à persister dans l'erreur, surtout lorsque celle-ci se révèle d'une ampleur colossale.

La performance de John Kerry a manifestement galvanisé les démocrates, bien servis par ailleurs par les événements récents. Celui qui a sans doute apporté le plus d'eau à leur moulin a été la révélation de Paul Bremer, ex-responsable civil des forces d'occupation américaines en Irak, qui a laissé entendre que le nombre de militaires déployés en Irak était nettement insuffisant pour faire face au désordre civil qui a suivi l'effondrement du régime de Saddam Hussein.

On peut comprendre, dans ce contexte, le soulagement des républicains devant la performance du vice-président Dick Cheney, qui est parvenu à tenir tête, sinon à l'emporter, face à John Edwards lors du débat entre les candidats à la vice-présidence qui a eu lieu à Cleveland mardi. On sait que le débat entre les seconds n'a généralement que très peu d'impact sur la campagne. Mais il est permis de croire que la tâche de George Bush aurait été beaucoup plus ardue lors du deuxième débat si le colistier de John Kerry l'avait emporté mardi.

Un town hall meeting sur l'économie

Les candidats à la présidence débattront d'économie ce soir. La situation est mitigée sur ce front et chacun trouvera sans doute de quoi étayer ses arguments dans les récentes statistiques. George Bush se félicitera des quelques mois de reprise de l'économie américaine cette année pour faire oublier le portrait d'ensemble de son mandat, beaucoup moins rose.

John Kerry sera, en principe du moins, en terrain solide ce soir. Il se prépare à marteler le thème de l'emploi car, même si l'économie croît, l'emploi ne suit pas. En fait, de récentes données indiquent que le rythme des licenciements aux États-Unis s'accélère depuis quelques mois. Il y a donc fort à parier que l'équipe Kerry attend avec impatience la publication, ce matin, des statistiques officielles de l'emploi pour septembre. Si l'anémie du marché de l'emploi est confirmée, Kerry aura en main une carte maîtresse qui pourrait lui permettre de continuer à surfer sur la vague qui le porte depuis le premier débat.

Quelle sera l'allure du débat de ce soir ? Le format *town hall meeting* qui a été retenu représente un environnement familier pour les deux candidats, calqué sur leurs sorties habituelles de campagne. Toutefois, l'auditoire ne sera acquis ni à Bush ni à Kerry, et ni l'un ni l'autre n'est à l'abri d'une question piège inattendue susceptible de les mettre dans l'embarras.

Ce débat aura lieu à Saint-Louis, au Missouri, un des États qui constituent le champ de bataille de la campagne et où Bush et Kerry s'échangent la position de tête dans les sondages depuis plusieurs mois. C'est un État très affecté par les pertes d'emplois industriels, ce qui en fait un terrain fertile pour John Kerry. Mais c'est aussi une région où les valeurs conservatrices des républicains ont des racines profondes, donc un terreau favorable à George Bush. Les questions qui viendront de l'auditoire devraient donc refléter cette dualité.

Et ce n'est pas fini...

John Kerry ne pouvait pas se permettre de perdre le premier débat sur les affaires internationales. Il s'en est mieux sorti que prévu, remportant cette première manche de façon aussi décisive qu'inattendue. Il est ainsi parvenu à renverser les tendances lourdes et la dynamique de campagne, qui favorisaient jusqu'alors le président sortant. La lutte est de nouveau très serrée et les candidats sont maintenant au coude à coude dans les sondages.

Le défi du candidat démocrate est de confirmer l'impression favorable qu'il a créée lors du premier débat. Il sait pertinemment que plusieurs gagnants d'un premier débat, notamment les démocrates Walter Mondale en 1984 et Michael Dukakis en 1988, s'en sont moins bien sortis lors des affrontements subséquents et ont éventuellement mordu la poussière à l'élection. L'économie est la matière forte de John Kerry, et les attentes envers lui seront nettement plus grandes ce soir.

George Bush doit quant à lui se ressaisir et, contrairement à son adversaire, faire oublier sa performance chancelante de la semaine dernière. Le politicien agacé et parfois à court d'inspiration du premier débat doit faire place à l'homme de convictions, qui paraît proche des gens ordinaires et peut convaincre ceux-ci qu'il partage sincèrement leurs préoccupations.

Rien n'est donc joué et la partie, qu'on avait pour un temps crue acquise à Bush,

s'annonce serrée. Le dernier débat aura lieu la semaine prochaine et sera le prélude à une fin de campagne qui se déroulera à un rythme et avec des moyens sans précédent. Ces trois semaines entre l'ultime confrontation et l'élection seront âprement disputées et la lutte entre Bush et Kerry devrait tenir les Américains—et le monde entier—en haleine jusqu'à la fin.

Pour en savoir plus sur les débats télévisés

Commission on Presidential Debates (information historique et d'actualité): www.debates.org

Site du *New York Times* (www.nytimes.com; gratuit, inscription obligatoire) : page spéciale sur les débats: www.nytimes.com/ref/politics/campaign/transcript_index.html (retranscription complète; extraits audio et vidéo).

Page de Radio-Canada.ca sur les débats entre George Bush et John Kerry : <http://www.radio-canada.ca/url.asp?/nouvelles/electionUSA2004/index.shtml>

Parmi les meilleurs articles sur la confrontation entre Bush et Kerry, on trouve les deux suivants (accessibles aux abonnés seulement, mais disponibles aussi ailleurs sur le Web) :

James Fallows, « When George Meets John », *The Atlantic Monthly* (juillet-août 2004); « Bush vs. Kerry: Final Round », *The Atlantic Monthly* (15 octobre 2004).

Sur les débats en général, aux États-Unis et ailleurs :

André Blais et Martin Boyer, « Assessing the Impact of Televised Debates », *British Journal of Political Science* (Juin 1996), 143-164.

Thomas Holbrook, *Do Campaigns Matter ?* (Sage Publications, 1996).

David Lanoue et Peter Schrott, *The Joint Press Conference*, (Greenwood Press, 1991).

Richard Nadeau, « Les débats télévisés influencent-ils vraiment les électeurs ? », *La Presse* (17 novembre 1998), B3. <http://cepea.cerium.ca/article175.html>

Judith S. Trent et Robert V. Friedenberg, *Political Campaign Communication, Principles and Practices*, 5^e édition (Rowman et Littlefield Publishers, 2004).

Le Devoir (16 octobre 2004), p. B5.

Les Américains changeront-ils de jockey en pleine course ?

Richard Nadeau et Pierre Martin

Dans un peu plus de deux semaines, les Américains éliront leur président. Sur quelles bases et en fonction de quels critères feront-ils ce choix ? Le président idéal est un bon *campaigner*, un gestionnaire compétent de l'économie et un ferme défenseur des intérêts américains sur la scène internationale. Même si les campagnes présidentielles américaines paraissent absurdement longues et éreintantes aux observateurs étrangers, elles ont le mérite de révéler la capacité des candidats d'inspirer, de convaincre et de rassurer la population -- les qualités qui s'avèrent essentielles à la réussite d'un président.

Le choix s'annonce difficile—et même déchirant—pour les indécis qui feront la différence. Chacun des deux candidats a eu ses temps forts et a démontré, à un moment ou à un autre, qu'il avait le potentiel de se rallier une majorité de l'électorat. Mais le contexte de la campagne n'offre ni à l'un ni à l'autre les assises solides sur lesquelles se construisent les majorités imbattables. La situation économique est mitigée et le choix entre maintenir ou changer de cap dans la conduite de l'intervention en Irak divise profondément les Américains.

Le meilleur campaigner

La performance des candidats durant une campagne joue un rôle important pour certains électeurs sans attaches partisans solides, qui suivent le vent et se laissent entraîner par l'allure de la course. Or ce vent a soufflé dans des directions contraires jusqu'à maintenant. Kerry a clairement remporté les débats, mais Bush a souvent dominé sur le campaign trail.

Chacun des candidats a connu ses moments plus fastes et ses périodes plus difficiles. Au début de l'été, le vent soufflait pour John

Kerry, qui disposait d'une avance de quelques points sur son rival. La situation s'est renversée quand George Bush est passé à l'attaque et a mis en doute la capacité de son adversaire à mener la lutte contre le terrorisme. Devant ces attaques, les démocrates ont cherché à mettre en évidence le passé militaire de Kerry. Toutefois, ses faits d'armes en tant qu'activiste contre la guerre du Vietnam lui ont attiré l'ire de certains vétérans. Par conséquent, à la mi-septembre, le président sortant était confortablement en tête dans les sondages devant un opposant dont la campagne semblait en panne.

Seule une bonne performance de Kerry lors des débats était alors susceptible de renverser la vapeur. Dépeint comme un flip-flopper (une girouette) par les républicains, le candidat a agréablement surpris les électeurs, au point de réussir un tour du chapeau en remportant les trois débats. L'avance de George Bush est désormais pratiquement effacée et les deux candidats se retrouvent coude à coude.

Le p.-d.g. de l'économie

Un bon président doit être un gestionnaire compétent. Les électeurs américains sont plus sensibles aux résultats économiques tangibles qu'aux politiques mises en oeuvre pour les atteindre. Leur évaluation est rétrospective et consiste à se demander comment a évolué leur pouvoir d'achat, leur fardeau fiscal et leurs perspectives d'emploi durant un mandat. Ronald Reagan, lors de son débat en 1980 contre le président sortant Jimmy Carter, avait fort bien illustré l'impact décisif de ce type d'évaluation en demandant à ses concitoyens : « *Are you better off today than you were four years ago ?* » (Êtes-vous mieux aujourd'hui qu'il y a quatre ans ?).

En 2004, la réponse des Américains à cette question est mitigée et aucun des deux candidats ne s'est démarqué sur les enjeux économiques. Les baisses d'impôt consenties par George Bush ont été bien accueillies mais ont entraîné d'importants déficits budgétaires.

Il faut aussi dire que l'horizon de quatre ans dépasse un peu l'étendue de la mémoire de la plupart des électeurs, qui se fient d'abord sur les 12 derniers mois. Par conséquent, comme tous ses prédécesseurs depuis Franklin Roosevelt, George Bush a compris l'immense avantage que confère au président sortant la capacité de donner un coup de pompe préélectoral à l'économie.

La reprise récente a donné un certain répit à George Bush, mais la création d'emplois reste son talon d'Achille. En fait, la création d'emplois au cours des quatre dernières années a été la plus faible durant un mandat présidentiel depuis les années 1930. En temps normal, cela aurait peut-être suffi à entraîner la défaite d'un président sortant. Mais les États-Unis sont en guerre et les Américains ont la tête ailleurs.

L'homme de la situation

Le rôle que doit jouer un président américain sur la scène internationale dépend des circonstances. À certains moments, la souplesse et la conciliation sont de mise. Par contre, l'argument que la campagne républicaine met en avant est que, en temps de guerre, c'est une personne au caractère bien trempé—un *wartime president*—qui peut le mieux défendre les intérêts des États-Unis.

Il s'agit pour George Bush de convaincre les Américains que le succès dans la lutte au terrorisme international passe par une victoire américaine en Irak. Le message est clair : le pays est en guerre, cette guerre est nécessaire et l'issue de celle-ci est cruciale pour l'avènement d'une paix durable.

Les sondages montrent que Bush joue ses meilleures cartes dans les circonstances. En partie parce qu'il bénéficie de l'aura du président en exercice, mais aussi parce que l'Américain moyen semble apprécier son implacable détermination à vaincre, il est perçu comme le meilleur pour lutter contre le terrorisme. De plus, même si l'appui à l'intervention en Irak s'amenuise, l'argument selon lequel Kerry ne saurait mener à bien

une guerre en laquelle il ne croit pas pourrait convaincre plusieurs indécis que le président sortant est celui qui saura le mieux faire preuve de détermination en Irak.

Toute la question est là. Si les Américains croient qu'il faut garder le cap, George Bush est leur homme. Si, au contraire, une majorité en arrive à la conclusion qu'il est temps de se ménager une sortie honorable, c'est à John Kerry qu'on confiera cette tâche. Après des mois de campagne et trois débats, les électeurs connaissent bien les qualités et les limites des deux hommes. Il leur reste à conclure lesquelles de ces qualités sont les plus nécessaires dans les circonstances.

Ce n'est pas la première fois d'ailleurs qu'ils sont confrontés à ce genre de choix. Lors du conflit en Corée en 1952 et au Vietnam en 1968, les Américains ont choisi de confier à des présidents républicains le soin de mener à bien des interventions armées lancées par des présidents démocrates. Il n'est pas interdit de croire qu'ils pourraient faire l'inverse cette fois-ci en confiant à un démocrate le mandat de mettre fin à une guerre déclenchée par un président républicain.

Changer ou garder le cap ?

Les Américains connaissent bien George Bush et connaissent de mieux en mieux John Kerry. C'est peut-être pour cela qu'ils sont et demeureront sans doute partagés jusqu'à la toute fin.

Ils ont devant eux deux redoutables *campaigners*. Ils constatent que la performance de l'économie américaine a été mitigée depuis quatre ans mais ne voient pas en John Kerry un champion de l'économie comme l'était Bill Clinton.

Ils sont finalement sceptiques -- de plus en plus -- quant à la voie à suivre en Irak et sont déchirés entre des réminiscences contradictoires. Celles-ci les amènent tantôt à penser qu'il faut éviter une « vietnamisation » du conflit irakien et tantôt à croire que la fermeté qu'on attribue aux républicains (personnifiée

par Ronald Reagan) est mieux à même de servir les intérêts de leur pays qu'une certaine image de faiblesse qui colle à la peau des démocrates—notamment depuis la présidence de Jimmy Carter.

Une publicité électorale dans un film satirique bien connu, *Wag the Dog*, incitait les électeurs à miser sur la continuité « en ne changeant pas de jockey au milieu de la course ». C'est un sage conseil, mais il n'apparaît pas clair, dans le dossier irakien, si le meilleur choix pour les Américains consiste à garder le même jockey ou à changer carrément de cheval.

Pour en savoir plus sur les thèmes de cet article

L'évaluation des candidats par les médias :

The Economist, « [The incompetent or the Incoherent?](#) » (28 octobre 2004).

New York Times, « [John Kerry for President](#) » (17 octobre 2004).

Liste des appuis à Kerry par les médias américains:
www.johnkerry.com/pressroom/news/archive/october.html

Pourquoi George Bush? (témoignages individuels)
www.georgewbush.com/News/support.aspx

L'histoire de la campagne :

How Bush Did It. Numéro spécial de Newsweek :
<http://msnbc.msn.com/id/6400874/site/newsweek/site/newsweek/>

Que se passé-t-il dans la tête des électeurs? Le meilleur ouvrage à ce sujet reste celui-ci :
Samuel Popkin, *The Reasoning Voter. Communication and Persuasion in Presidential Campaigns* (University of Chicago Press 1994):
www.press.uchicago.edu/cgi-bin/hfs.cgi/00/7362.ctl

Le vote économique :

Richard Nadeau et Michael Lewis-Beck, « National Economic Voting in U.S. Presidential Elections », *Journal of Politics* 63 (2004): 159-81.
<http://cepea.cerium.ca/article37.html>

Quelques sources complémentaires:

Vous avez oublié le film « *Wag the Dog* » ? Allez voir :
<http://www.newline.com/sites/wagthedog/>

Pour un point de vue musical et humoristique sur les candidats et la campagne : www.jibjab.com

Devoir (8 novembre 2004), p. A7.

La présidentielle de 2004. Un résultat serré qui en annonce d'autres ?

Richard Nadeau et Pierre Martin Nadeau

Les Américains viennent de vivre deux élections serrées de suite. Certes, l'écart entre les candidats a été un peu plus grand cette fois-ci. Mais il n'en demeure pas moins qu'un glissement d'un peu plus de 100 000 voix dans un état, l'Ohio, aurait pu mener John Kerry à la Maison-Blanche.

Comment expliquer cette situation inédite dans l'histoire récente des États-Unis ? Comment expliquer que les deux dernières élections aient été aussi contestées et que l'écart entre les candidats des deux grands partis ait si peu changé en quatre ans ?

À notre avis, si la réélection de George Bush n'est pas vraiment surprenante, compte tenu du passé électoral américain, les scores serrés des élections présidentielles de 2000 et 2004 annoncent peut-être une situation nouvelle : celle d'une Amérique divisée en deux blocs électoraux de plus en plus stables et de force à peu près égales. Il faudra donc peut-être s'habituer au suspense des élections présidentielles.

La victoire de Bush est-elle vraiment surprenante ?

Les Américains ont privilégié dans le passé la stabilité des administrations présidentielles. Après avoir confié la direction de leur pays pendant 20 ans aux Démocrates (de 1932 à 1952), ils ont ensuite maintenu le même parti en place à la Maison Blanche pour au moins 8 ans (administrations républicaines : 1952-1960, 1968-1976, 1980-1992, 2000-2008; administrations démocrates : 1960-1968, 1992-2000), à la seule exception du démocrate Jimmy Carter, battu en 1980 par Ronald Reagan après un seul mandat. Dans ce contexte, c'est plutôt la défaite de George Bush que sa réélection qui aurait constitué une surprise.

Est-ce qu'une meilleure campagne de Kerry aurait pu changer les choses ? La chose ne paraît pas évidente. Certes, la campagne du candidat démocrate a pris du temps à prendre son envol. Mais à peu près tous s'entendent pour reconnaître qu'il a gagné les trois débats et dominé la course dans le dernier droit.

D'autres affirment que John Kerry aurait dû faire davantage porter l'élection sur les enjeux intérieurs. On évoque à cet égard la stratégie victorieuse de Bill Clinton en 1992, qui avait fait de l'économie son cheval de bataille et avait réussi à orienter l'élection sur les enjeux nationaux. On peut être sceptique. Le contexte dans lequel Kerry a mené sa campagne n'était pas celui de 1992 : les Républicains étaient au pouvoir depuis seulement quatre ans (et non douze) et il était beaucoup plus difficile de ramener l'attention sur les questions internes dans un pays en guerre qui ressent encore le traumatisme du 11 septembre.

Sévère défaite pour les démocrates ?

Certains commentateurs ont parlé d'une très dure défaite pour les démocrates et vu dans le blanchissage républicain dans le Sud américain une évolution à long terme qui allait leur fermer pour longtemps les portes de la Maison Blanche.

Ces interprétations sont exagérées. Les démocrates ont obtenu plus de voix que les Républicains au cours de trois des quatre dernières élections (1992, 1996 et 2000) et l'écart de trois points de pourcentage observé en 2004 (51 à 48%) ne rappelle en rien les dures défaites de ce parti durant les années 1980.

Il est vrai que les Républicains dominent maintenant entièrement le Sud et une bonne partie de l'Ouest. Mais les Démocrates ont aussi leurs bastions en Nouvelle-Angleterre et sur la Côte Ouest. Cette géographie du vote confère aux Républicains un certain avantage de départ, mais celui-ci est loin d'être insurmontable. Elle met en relief l'importance électorale d'un petit nombre d'états (Michigan, Wisconsin, Pennsylvanie, Minnesota, Iowa et

Ohio), modérés au plan idéologique et vivant avec difficulté leur transition vers la nouvelle économie.

Les Démocrates ont l'avantage mais ne dominent pas entièrement cette région, ayant remporté dans cinq de ces états en 2000 et dans quatre d'entre eux en 2004. Mais l'Ohio leur a échappé de justesse dans les deux cas, et cela leur a coûté la victoire. Il n'est pas interdit de croire que l'Ohio sera encore à surveiller dans quatre ans.

Une poussée conservatrice ?

Certains ont vu dans le résultat de l'élection une poussée conservatrice chez nos voisins du sud. L'argument ne résiste pas à l'analyse. Les Américains ne sont pas plus conservateurs maintenant qu'il y a quatre ou huit ans. Ils le sont même moins à bien des égards qu'il y a quelques décennies.

Le changement se situe ailleurs et découle de la polarisation idéologique accrue des choix électoraux. L'idéologie et les valeurs religieuses sont plus étroitement liées qu'auparavant aux choix électoraux. L'élection de 2004 a confirmé en ce sens une tendance déjà bien ancrée.

Le champ de bataille des prochaines campagnes sera limité sur le plan géographique et idéologique. Géographiquement, il se situera encore dans une dizaine d'états clés parmi ceux qui ont mobilisé l'attention cette année. Idéologiquement, la bataille sera menée chez ceux—qui risquent d'être moins nombreux qu'avant—dont le choix ne sera pas dicté par leurs valeurs ou leurs orientations idéologiques. En 2004, les enjeux liés au terrorisme et à la sécurité sont venus brouiller les cartes sur le terrain idéologique étroit des électeurs modérés. Dans un contexte autre, il n'est pas clair que cette portion de l'électorat aurait nécessairement jeté son dévolu de nouveau George Bush.

On peut donc anticiper pour l'avenir des batailles rangées qui devraient encore produire des résultats serrés et à l'issue

incertaine. Il faudra sans doute prendre l'habitude de veiller tard le soir des élections présidentielles si l'on veut connaître le gagnant avant d'aller au lit.

Pour en savoir plus sur les thèmes de cet article

Les lendemains de l'élection :

Discours de concession de John Kerry :

www.johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2004_1103.html

Discours de réélection de George W. Bush :

www.georgewbush.com/News/Read.aspx?ID=4186

Les résultats officiels :

Les résultats officiels de l'élection n'étaient pas disponibles au moment de la publication du présent document. Pour un sommaire des sources disponibles, voir « Résultats de l'élection présidentielle de 2004 » : <http://cepea.cerium.ca/article173.html>

Les résultats officiels des élections sont publiés par le Secrétaire d'État de chacun des 50 états. Liste complète des hyperliens des Secrétaires d'État : www.shgresources.com/agencies/regulatory

Résultats provisoires exhaustifs de toutes les élections du 2 novembre et résultats sommaires des sondages de sortie (*exit polls*) (www.cnn.com) : <http://www.cnn.com/ELECTION/2004>

Articles des membres de la CÉPÉA :

Ted Marmor, « La présidentielle de 2004. Un écho de 2000 et non une transformation radicale », *Le Devoir*, 8 novembre 2004, p. A7.

<http://cepea.cerium.ca/article162.html>

Jean-François Lisée, « L'effet Bush », *L'actualité*, 11 novembre 2004.

<http://cepea.cerium.ca/article172.html>

The Economist, « The Triumph of the Religious Right », 11 novembre 2004,

www.economist.com/world/na/displayStory.cfm?story_id=3375543;

The Economist, « Back to Basics », 4 novembre 2004, www.economist.com/printedition/displayStory.cfm?Story_ID=3358859

Sites spécialisés sur l'étude des élections américaines:

National Annenberg Election Survey :

www.annenbergpublicpolicycenter.org/naes

American National Election Study :

www.umich.edu/~nes

Notes & Analyses sur les États-Unis

Cette série est publiée par la Chaire d'études politiques et économiques américaines de l'Université de Montréal (www.cepea.umontreal.ca). Elle présente des notes de synthèse et des analyses plus approfondies sur des enjeux contemporains touchant la politique et l'économie aux États-Unis.

Déjà parus :

4. Richard Nadeau et Pierre Martin, [La présidentielle de 2004. Une lutte serrée, des conventions au vote... et au delà](#) (Analyse), Novembre 2004.
3. Daniel Brisson, Alexandre Carette et Pasquale Salvaggio, [Élections présidentielles américaines. Comment se distinguent les candidats sur les principaux enjeux de politique étrangère ?](#) (Note), Octobre 2004.
2. Linda Lee, [Les politiques d'achat chez nous à l'américaine : le retour en force des lois « Buy American » aux États-Unis](#) (Note), Septembre 2004.
1. Linda Lee, [Délocalisation outre frontière de l'emploi : le point sur l'activité législative aux États-Unis](#) (Note), juin 2004.